



# L'avenir électrisant de l'Afrique

January 23, 2015



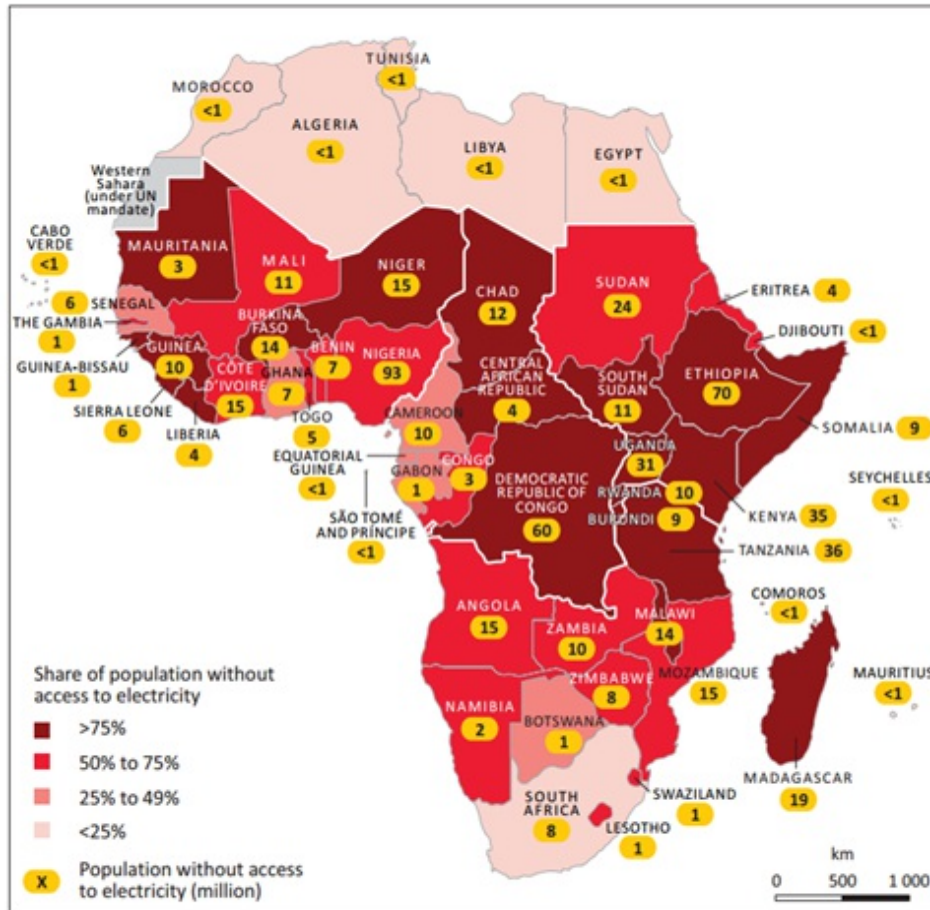
Mark Mobius  
Executive Chairman  
Templeton Emerging Markets Group

Les marchés émergents et frontières sont l'un des thèmes clés du Forum économique mondial de Davos (Suisse), qui a lieu la semaine du 19 janvier. Je suis particulièrement intéressé par l'une des conférences, intitulée *Achieving Africa's Growth Agenda*. Selon notre équipe, l'Afrique, dans son ensemble, possède toujours un potentiel intéressant sur le long terme malgré divers obstacles à court terme, dont la baisse récente des prix du pétrole, qui pourrait pénaliser certains pays très dépendants de leurs revenus pétroliers.

L'investissement dans les infrastructures est un moteur clé du développement économique en Afrique, et parmi tous les aspects des infrastructures, l'alimentation électrique fait partie des plus importants. Les statistiques sur les coupures d'électricité, notamment en Afrique subsaharienne, sont pour le moins révélatrices. Les chiffres de l'US Energy Information Administration estiment qu'en 2011, toute l'Afrique subsaharienne avait à sa disposition seulement 78 gigawatts de capacité de production installée, dont 44 gigawatts pour l'Afrique du Sud. En comparaison, les capacités installées sur le seul sol des États-Unis représentaient 1 053 gigawatts. En d'autres termes, le continent africain ne possède que 7 % des capacités de production électrique des États-Unis. La Suède et la Pologne possèdent chacune des capacités de production similaires à celles de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud).<sup>[1]</sup> De plus, il se peut que la capacité de production réelle de l'Afrique subsaharienne soit en réalité plus faible que l'estimation théorique, à cause d'un entretien inadéquat, d'équipements obsolètes et de pénuries de combustible. L'électricité qui parvient aux consommateurs finaux africains est également inférieure à la production réelle en raison des lignes endommagées, des pertes techniques durant la transmission ou simplement des vols d'électricité.

Si l'on se reporte aux données par habitant, il suffit de savoir qu'un Américain consomme en moyenne 12 461 kilowattheures d'électricité par an, contre 52 pour un Éthiopien. En moyenne, seulement 30 % des habitants d'Afrique subsaharienne disposent d'une alimentation électrique<sup>[2]</sup>, et même quand c'est le cas, l'approvisionnement peut être irrégulier avec des coupures fréquentes. Je me souviens d'un voyage au Nigeria, où nous sommes restés coincés dans l'ascenseur d'un des plus prestigieux hôtels de Lagos précisément à cause d'une coupure d'électricité. Pour les usines et les hôpitaux, ce type d'interruption peut avoir des conséquences graves.

## Number and Share of People in Africa Without Access to Electricity (2012)



Source: ©OECD/IEA, 2014, Africa Energy Outlook, A Focus on Energy Prospects in Sub-Saharan Africa, World Energy Outlook special report, IEA Publishing. Licence <http://www.iea.org/t&c/termsandconditions/> This map is without prejudice to the status of or sovereignty over any territory, to the delimitation of international frontiers and boundaries and to the name of any territory, city or area.

Toutefois, les efforts déployés par l'Afrique pour réduire ce déficit énergétique sont à la hauteur du problème. Les projets les plus importants cherchent notamment à exploiter le potentiel des grandes rivières africaines. Ils impliquent souvent des entreprises chinoises, qui mettent à profit des compétences développées pendant le programme de construction de barrages et d'expansion du réseau de production électrique qui a eu lieu jadis en Chine. Les autorités éthiopiennes se montrent particulièrement actives dans ce domaine avec d'importants projets qui concernent la plupart des rivières affluent dans le pays, et en particulier un projet de barrage sur le Nil bleu qui pourrait aider à générer six gigawatts. D'autres pays prévoient ou sont en train de mettre en œuvre de grands programmes d'hydroélectricité, à l'image de l'Ouganda, du Mozambique et du Ghana. Toutefois le plus important d'entre eux est celui du complexe 3 d'Inga, sur la rivière Congo du pays éponyme, qui devait initialement générer 4,8 gigawatts, mais dont les capacités finales de production peuvent dépasser 40 gigawatts.

Les projets de construction de barrages soutenus par la Chine ainsi que d'autres propositions comme celles de centrales nucléaires en Afrique du Sud et d'une grande centrale à charbon au Zimbabwe pourraient faire une énorme différence dans la capacité de production électrique de l'Afrique. Cependant, la question de la distribution de l'énergie produite par ces projets gigantesques va poser un autre défi à l'Afrique en raison des dimensions très étendues du continent, mais aussi du niveau de dispersion de sa population et de la faiblesse des revenus par tête qui incitent à des vols d'énergie, voire de câbles électriques en cuivre. Très souvent, l'instabilité politique représente également une menace. Il se pourrait donc que les projets gigantesques constituent surtout des « centrales de production captives » exclusivement destinées à alimenter des grands complexes miniers ou industriels, ou encore des zones urbaines aisées dotées de suffisamment de moyens financiers et de forces de sécurité, mais sans bénéficier à l'ensemble de la population. Se pose également la question des coûts environnementaux, qui sont significatifs, mais qui doivent selon nous être mis en perspective avec les avantages qu'ils procurent.

Une initiative américaine baptisée Power Africa a pour but d'apporter les financements et l'expertise nécessaires pour favoriser des liens d'investissement entre les entreprises et les pouvoirs publics africains et développer des projets plus petits et innovants sur le plan technologique. Ces derniers s'articulent autour d'énergies renouvelables exploitant les ressources abondantes de l'Afrique en soleil, vent et géothermie, mais sans pour autant négliger le potentiel croissant du gaz naturel, car de plus en plus de gisements d'hydrocarbures sont mis au jour sur le continent africain. Power Africa est en place depuis un peu plus d'un an et des financements supplémentaires ont été annoncés lors d'un sommet de leaders africains et américains en août, ce qui porte le budget potentiel à 26 milliards de dollars de financements directs et de garanties d'investissement. Le rapport annuel 2014 de Power Africa publié, avant le sommet de cet été, estimait le total des projets en cours à 2,8 gigawatts de capacité de production, et évoquait des négociations en cours pour 5 gigawatts supplémentaires sur 10 gigawatts de nouvelles capacités prévues d'ici 2020. Les principales initiatives concernent des parcs éoliens au Kenya et en Tanzanie, un complexe d'énergie solaire en Tanzanie également et un grand programme de géothermie en Éthiopie.

Même des projets plus petits pourraient donner lieu à des avantages démesurés. La production d'énergie à petite échelle joue déjà un rôle important en Afrique (si ce n'était pas le cas, on ne pourrait croire certaines statistiques comme celles qui font état d'un taux de possession de téléphone mobile de 82 % au Kenya<sup>[4]</sup> alors qu'en apparence seulement 20 % de la population peut accéder à l'électricité<sup>2</sup>). Pour l'heure, l'essentiel de cette production clandestine provient de générateurs diesel ou essence qui sont onéreux, polluants et pas particulièrement efficaces. Toutefois la situation pourrait être amenée à changer rapidement, car la baisse rapide des prix des technologies solaires et l'évolution du stockage et de la distribution à petite échelle offrent la possibilité de déployer des petits réseaux d'éclairage et de rechargement de téléphones. L'exemple classique est celui du premier opérateur de téléphonie mobile au Zimbabwe, qui a lancé un modèle d'appareil alimenté à l'énergie solaire ainsi qu'une lampe solaire rechargeable plus sophistiquée munie d'un adaptateur USB et qui peut également servir de chargeur de téléphone. Certains projets de Power Africa sont spécifiquement destinés à ce type d'activité tournée vers le marché local.

Pour nous, en tant qu'investisseurs, beaucoup de ces tendances offrent des opportunités potentiellement intéressantes. Certes, la contribution des pouvoirs publics risque d'être importante, mais les fournisseurs et les prestataires de services pourront aussi bénéficier de répercussions très positives. Les programmes du type de ceux que développe Power Africa sont souvent pilotés par des multinationales d'origine américaine, mais ils impliquent souvent des partenaires locaux, et un aspect important de ces projets est qu'ils encouragent souvent les gouvernements africains à privatiser le système de production d'électricité, comme on a pu le voir avec l'initiative du Nigeria pour démanteler et privatiser son opérateur public sous-performant. Parmi les exemples d'innovations encouragées par les réformes, prenons ceux du gaz naturel, dont de grandes quantités produites au Nigeria sont actuellement gaspillées et brûlées ; cependant, les changements dans la réglementation énergétique ont incité une compagnie pétrolière et gazière locale à construire ses propres infrastructures gazières et à s'engager auprès de producteurs d'énergie. À terme, non seulement de nouveaux générateurs à gaz vont fournir une électricité fiable à un coût compétitif, mais en plus le gaz va contribuer sensiblement aux recettes de cette compagnie pétrolière alors que sa part était jusqu'ici négligeable. Même les tout petits programmes énergétiques ont la possibilité d'offrir des opportunités à plus long terme : après tout, les grandes sociétés les plus en vue ont bien dû démarrer à un moment donné.

Au-delà de cela, l'accès à une alimentation énergétique fiable peut soutenir des taux de croissance dynamiques en Afrique et potentiellement contribuer à l'enrichissement des populations, créant ainsi de nouveaux marchés de consommateurs. On peut le voir avec l'exemple du Nigeria, où beaucoup de ménages à hauts revenus dépensent des centaines de dollars chaque mois pour des générateurs à essence faisant fonctionner des réfrigérateurs et des climatiseurs. Si ces ménages pouvaient accéder à une électricité fiable et moins chère, ils disposeraient de sommes discrétionnaires considérables à dépenser en épargne, en investissement ou en consommation. Il en va de même pour les grandes et les petites entreprises dont l'activité dépend cruellement d'une source fiable d'électricité pour mener à bien leurs tâches quotidiennes ; cette tendance pourrait selon nous bénéficier aux sociétés liées à la consommation, ainsi qu'aux fournisseurs de services financiers.

*Les commentaires, les opinions et les analyses de Mark Mobius sont personnels et fournis à titre d'information uniquement dans l'intérêt général et ne sauraient constituer un conseil d'investissement individuel, une recommandation ou une incitation à acheter, vendre ou détenir un titre ou à adopter une stratégie d'investissement particulière. Ils ne constituent pas un conseil d'ordre juridique ou fiscal. Les informations contenues dans ce document sont valables à leur date de publication et peuvent changer sans préavis, et ne constituent pas une analyse complète des événements survenant dans les divers pays, régions ou marchés.*

*Les données de tierces parties peuvent avoir été utilisées dans la préparation de ce document et Franklin Templeton Investments (« FTI ») n'a pas vérifié, validé ni audité de manière indépendante ces données. FTI décline toute responsabilité quant aux éventuelles pertes résultant de l'utilisation de ces informations et la pertinence des commentaires, analyses et opinions présents dans cet article est laissée à la seule appréciation du lecteur. Les produits, services et informations peuvent ne pas être disponibles dans toutes les juridictions et sont fournis par les sociétés affiliées de FTI et/ou leurs distributeurs, dans la mesure où la réglementation/législation locale l'autorise. Veuillez consulter votre conseiller financier pour toute information supplémentaire sur la disponibilité des produits et services dans votre juridiction.*

## **Quels sont les risques ?**

**Tout investissement comporte un risque, notamment celui de ne pas récupérer le capital investi.** Les investissements dans des titres étrangers comportent des risques spécifiques : fluctuations de change, instabilité économique et évolution de la situation politique, par exemple. Investir dans les marchés émergents, y compris dans la sous-catégorie des marchés frontières, implique des risques accrus concernant ces mêmes facteurs, lesquels s'ajoutent aux risques liés à leur plus petite taille, à leur liquidité inférieure et à l'absence d'un cadre juridique, politique, commercial et social établi pour soutenir les marchés boursiers. Les risques liés à l'investissement dans les marchés frontières sont encore supérieurs à ceux associés aux marchés émergents en raison du développement moins avancé des structures précitées, ainsi que du potentiel de forte volatilité des prix, de la liquidité insuffisante, des barrières commerciales et des contrôles sur les taux de change.

---

[1] Source : Agence américaine d'information sur l'énergie, Statistiques énergétiques mondiales 2014.

[2] Source : ©OECD/IEA, 2014, Africa Energy Outlook, A Focus on Energy Prospects in Sub-Saharan Africa, World Energy Outlook special report, IEA Publishing. Licence <http://www.iea.org/t&c/termsandconditions/>

[3] Source : International Rivers.Org, Grand Inga Dam, DR Congo.

[4] Source : Pew Research Global Attitudes Project – Pew Research Center, Washington, D.C.